

F. 87 — 400

**23 OCTOBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif
relatif aux cours de formation de base dans la formation permanente des Classes moyennes**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, notamment les articles 11 et 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 7 juillet 1980;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que les conditions d'accès aux cours de formation de base ainsi que les règles d'organisation de ces cours doivent être établies avant le début de l'année scolaire 1986-1987;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes et vu la délibération de l'Exécutif du 23 octobre 1986,

Arrêtons :

CHAPITRE I. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les cours de formation de base sont organisés aux stades de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise.

Ils comprennent :

1. pour l'apprentissage : des cours de formation générale et professionnelle complémentaires à la formation pratique dans l'entreprise;

2. pour la formation de chef d'entreprise : des cours de gestion et de connaissances professionnelles préparant à la gestion générale, technique, commerciale, financière et administrative d'une petite ou moyenne entreprise.

Ils complètent en principe la pratique professionnelle.

Art. 2. Les cours doivent être conformes aux programmes de formation de base agréés par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé « Le Ministre ».

CHAPITRE II. — Programmes

Art. 3. Au stade de l'apprentissage :

1. Le programme de formation générale et les cours qui y correspondent portent sur les matières nécessaires à l'acquisition de savoir, de savoir-faire et d'attitudes favorisant l'éducation et le développement de la personnalité.

2. Le programme de formation professionnelle et les cours qui y correspondent portent sur les matières nécessaires à la formation théorique des auditeurs dans la profession choisie et complètent la formation pratique.

Art. 4. Au stade de la formation de chef d'entreprise :

1. Le programme de gestion et les cours qui y correspondent portent sur tous les problèmes afférents à une petite ou moyenne entreprise, qu'ils soient d'ordre technique, commercial, financier ou administratif.

2. Le programme de connaissances professionnelles et les cours qui y correspondent portent sur les matières nécessaires à la formation théorique des auditeurs dans la profession choisie. Ils complètent en principe la pratique professionnelle.

Art. 5. Les cours de formation générale ou les cours de gestion et les cours professionnels peuvent être réunis en un seul cours dit « intégré ». Le Ministre détermine pour quelles professions des cours intégrés peuvent être organisés.

Art. 6. Des modifications aux programmes de base et aux cours qui y correspondent peuvent être autorisées par le Ministre, sur avis de l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé l'« Institut », lorsqu'elles ont pour but de promouvoir des innovations pédagogiques et/ou techniques.

CHAPITRE III. — Auditeurs

Section I. — Stade de l'apprentissage

Art. 7. Sont admis aux cours :

1^o Les apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par le Ministre ainsi que les apprentis formés en vertu d'un engagement d'apprentissage contrôlé.

2^o Les auditeurs qui, sans être apprentis :

— ont satisfait à l'obligation scolaire à temps plein;

— apprennent en entreprise la pratique d'une profession indépendante figurant sur la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un contrat d'apprentissage;

— répondent aux conditions de formation antérieure exigée des bénéficiaires d'un contrat d'apprentissage dans la profession.

Art. 8. § 1^{er}. Sur base des renseignements fournis par le secrétaire d'apprentissage, l'apprenti ou son représentant légal choisit les Centres de Formation permanente, ci-après dénommés Centres, où l'apprenti suivra les cours.

§ 2. Le Centre inscrit les auditeurs aux cours appropriés de formation générale et/ou professionnelle.

Pour autant que les exigences de l'obligation scolaire soient respectées et sous réserve de l'accord de l'Institut, il peut dispenser de suivre tout ou partie d'un ou plusieurs cours de connaissances générales les auditeurs qui prouvent une connaissance suffisante de la matière.

Cette dispense est accordée en conformité avec le règlement des cours approuvé par le Ministre.

§ 3. L'Institut contrôle la fréquentation des cours par les apprentis et coordonne la guidance pédagogique.

Section 2. — Stade de formation de chef d'entreprise

Art. 9. Sont admis aux cours les auditeurs qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui répondent à l'une des conditions de formation antérieure ci-après :

a) Etre titulaire d'un certificat d'apprentissage ou avoir réussi les épreuves de connaissances générales et de connaissances professionnelles de fin d'apprentissage.

Les apprentis titulaires d'une attestation de réussite de la partie de l'examen de fin d'apprentissage portant sur la formation générale sont autorisés à suivre les cours de connaissances de gestion.

b) Avoir suivi avec fruit soit le 2^e degré de l'enseignement secondaire, soit la 4^e année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, soit la 6^e année de l'enseignement secondaire professionnel et dans ce cas avoir obtenu le certificat de qualification.

Art. 10. L'admission de l'auditeur qui ne répond pas à l'une des conditions précitées est subordonnée à un examen de sa candidature réalisé par le Centre et portant sur son curriculum vitae, sur ses aptitudes et sur ses motivations.

Art. 11. Les chefs d'entreprise artisanale ou commerciale établis sont dispensés de répondre aux conditions fixées par l'article 9.

Art. 12. Sous réserve de l'accord de l'Institut, le Centre peut dispenser de suivre tout ou partie d'un ou plusieurs cours les auditeurs qui prouvent une connaissance suffisante de la matière.

Art. 13. Le Ministre peut, sur avis ou proposition motivée de l'Institut, relever les conditions établies en matière d'admission pour les professions ou groupes de professions exigeant un niveau plus élevé de formation antérieure.

Section 3. — Dispositions communes aux cours d'apprentissage et aux cours de formation de chef d'entreprise

Art. 14. Suivant le principe des unités capitalisables, les auditeurs peuvent suivre les cours de connaissances générales ou les cours de gestion et les cours de connaissances professionnelles distinctement.

CHAPITRE IV. — Cours de langues

Art. 15. Des cours de langues peuvent être organisés au niveau de l'apprentissage et au niveau de la formation de chef d'entreprise.

Art. 16. Sont admis aux cours :

1^o au niveau de l'apprentissage :

- a) les apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé;
- b) les apprentis formés en vertu d'un engagement d'apprentissage contrôlé;
- c) les auditeurs qui, sans être apprentis, apprennent la pratique d'une profession indépendante figurant sur la liste des professions susceptibles de faire l'objet d'un contrat d'apprentissage.

2^o au niveau de la formation de chef d'entreprise :

- a) les auditeurs de cours de formation de chef d'entreprise;
- b) les titulaires d'une attestation de fréquentation des cours de formation de chef d'entreprise ou d'un diplôme de chef d'entreprise;
- c) les chefs d'entreprise établis et leurs proches collaborateurs.

Art. 17. L'organisation des cours de langues doit répondre à des justifications d'ordre pédagogique, technique et/ou économique.

CHAPITRE V. — Cours complémentaires de formation

Art. 18. § 1^{er}. Les auditeurs admis aux cours d'apprentissage ou aux cours de formation de chef d'entreprise peuvent également participer à des cours complémentaires de formation.

§ 2. L'organisation des cours complémentaires de formation doit répondre à des justifications d'ordre pédagogique, technique et/ou économique.

§ 3. Le Ministre détermine, sur avis de l'Institut, les conditions auxquelles doivent répondre ces cours pour pouvoir être agréés et subventionnés.

CHAPITRE VI. — Organisation des cours de formation permanente

Art. 19. Pour autant qu'ils répondent aux objectifs fondamentaux de la formation permanente des Classes moyennes, les cours et les cycles de cours qui respectent les normes définies ci-après peuvent être agréés par le Ministre.

Un cycle de cours comprend plusieurs années de formation menant à une finalité dans un même stade. Un cours est une fraction de ce cycle correspondant à une seule année scolaire.

Art. 20. Les cours obligatoires de l'apprentissage sont organisés pendant la journée et se terminent au plus tard à 18 heures, sauf dérogation accordée par le Ministre sur avis de l'Institut, lorsque cette disposition ne peut être appliquée pour des motifs indépendants de la volonté du Centre.

Art. 21. Les cours de connaissances générales ou de gestion peuvent être agréés s'ils comptent 12 auditeurs.

Art. 22. Les cours de connaissances professionnelles, les cours intégrés et les cours de langues peuvent être agréés s'ils répondent aux conditions suivantes :

1^o Lors de la création d'un nouveau cycle de cours, la première année doit obligatoirement compter :

- 8 auditeurs pour les cours intégrés et les cours de connaissances professionnelles, en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;
- 10 auditeurs pour les cours de langues et pour les cours de formation de chef d'entreprise dont la durée du cycle est de trois ans.

2^o Dans le cas de cycles de cours déjà existants les règles suivantes doivent être respectées :

A. Au stade de l'apprentissage :

- 1. Les cours de connaissances professionnelles et les cours intégrés sont classés en deux catégories :
 - les cours régionaux ou interrégionaux qui répondent au besoin de formation des auditeurs qui relèvent de la compétence d'un ou de plusieurs Services régionaux de l'Institut;
 - les cours communautaires qui répondent au besoin de formation des auditeurs de l'ensemble de la Communauté française.

Le nombre minimum d'auditeurs par cours est le suivant :

| | 1 ^{re} année | 2 ^e année | 3 ^e année |
|---------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
| cours régional ou interrégional | 6 | 6 | 6 |
| cours communautaire | 4 | 4 | 4 |

En ce qui concerne les cours régionaux et interrégionaux, des années distinctes peuvent être maintenues lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, pour autant que l'effectif global des trois années soit atteint avec un minimum de 4 auditeurs par année.

2. Les cours de langues doivent compter le nombre d'auditeurs suivants :

| | 1 ^{re} année | 2 ^e année | 3 ^e année |
|--|-----------------------|----------------------|----------------------|
| | 8 | 6 | 4 |

B. Au stade de la formation de chef d'entreprise, le nombre minimum d'auditeurs par cours est le suivant :

1. Cours de connaissances professionnelles et cours intégrés dont la durée du cycle est de deux ans :

| | 1 ^{re} année | 2 ^e année |
|--|-----------------------|----------------------|
| | 6 | 6 |

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, deux années distinctes de cours de connaissances professionnelles peuvent être maintenues, à condition que l'effectif global des deux années soit de 12 auditeurs avec un minimum de 4 auditeurs dans l'une d'elles.

2. Cours de connaissances professionnelles et cours intégrés dont la durée du cycle est de trois ans :

| | 1 ^{re} année | 2 ^e année | 3 ^e année |
|--|-----------------------|----------------------|----------------------|
| | 10 | 6 | 4 |

Lorsque l'effectif de deuxième ou de troisième année n'est pas atteint, deux années distinctes peuvent être maintenues à condition que l'effectif global de celles-ci soit atteint, avec un minimum de 4 auditeurs dans une des deux années.

3. Cours de langues :

| | 1 ^{re} année | 2 ^e année |
|--|-----------------------|----------------------|
| | 10 | 6 |

C. Dans le cas d'un cycle de cours existant, il est possible de déroger :

1. aux normes si le nombre total d'auditeurs inscrits par cycle est au moins égal à la somme requise d'auditeurs pour le cycle complet ou partiel suivant les tableaux ci-dessus pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs.

2. à la norme globale d'un cycle complet ou partiel pendant une durée maximale d'un an pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs. Cette dérogation ne pourrait être à nouveau accordée pour le même cycle qu'à l'issue d'une période de 3 ans.

Art. 23. La localisation des cours s'effectue sous la coordination de l'Institut et en concertation avec les Centres.

L'administration participe aux séances de localisation.

Art. 24. Chaque cours groupe exclusivement les auditeurs d'une même année de formation.

Toutefois les auditeurs de deux ou trois années successives peuvent être groupés pour autant que cette mesure ne porte pas préjudice à l'enseignement de la matière et que les exigences de la scolarité obligatoire soient respectées.

Art. 25. § 1^{er}. L'auditoire d'une même année de cours peut être divisé, en tenant compte des nécessités pédagogiques, selon les normes suivantes :

1^o Cours de connaissances générales ou de gestion

| Nombre d'auditeurs | | Nombre maximum de classes |
|--------------------|--------------------------------|---------------------------|
| Apprentissage | Formation de chef d'entreprise | |
| 31 | 25 | 2 |
| 51 | 41 | 3 |
| 76 | 61 | 4 |
| 101 | 81 | 5 |
| 126 | 101 | 6 |
| 151 | 121 | 7 |
| 176 | 141 | 8 |
| 201 | 161 | 9 |
| 226 | 181 | 10 |
| 251 | 201 | 11 |
| 276 | 221 | 12 |
| 301 | 241 | 13 |
| 326 | 261 | 14 |
| 351 | 281 | 15 etc. |

2^o Cours de connaissances professionnelles ou cours intégrés

a) Cours donnés en classes normales

| Nombre d'auditeurs (apprentissage et formation de chef d'entreprise) | Nombre maximum de classes |
|---|---------------------------|
| — | — |
| 25 | 2 |
| 41 | 3 |
| 61 | 4 |
| 81 | 5 |
| 101 | 6 |
| 121 | 7 |
| 141 | 8 |
| 161 | 9 |
| 181 | 10 |
| 201 | 11 |
| 221 | 12 etc. |

b) Cours donnés exclusivement en classes-ateliers

| Nombre d'auditeurs (apprentissage et formation de chef d'entreprise) | Nombre maximum de classes |
|---|---------------------------|
| — | — |
| 18 | 2 |
| 35 | 3 |
| 52 | 4 |
| 69 | 5 |
| 86 | 6 |
| 103 | 7 |
| 120 | 8 |
| 137 | 9 |
| 154 | 10 |

3^o Cours de langues

| Nombre d'auditeurs (apprentissage et formation de chef d'entreprise) | Nombre maximum de classes |
|---|---------------------------|
| — | — |
| 21 | 2 |
| 41 | 3 |
| 61 | 4 |
| 81 | 5 |

§ 2. La division des auditoires est autorisée jusqu'au 31 janvier en apprentissage et jusqu'à la fin de la période probatoire en formation de chef d'entreprise.

§ 3. Le Ministre peut, sur avis motivé de l'Institut, déroger aux normes de division, en admettant un nombre inférieur d'auditeurs par classe :

- 1^o lorsqu'il s'agit de classes de connaissances générales dont les auditeurs appartiennent à une même profession ou à un groupe de professions connexes;
- 2^o lorsque l'exiguïté des locaux du Centre de formation permanente ne permet pas de grouper le nombre d'auditeurs selon les normes prévues;
- 3^o lorsqu'il s'agit de leçons de pratique démonstrative dans les cours professionnels;
- 4^o lorsqu'il s'agit de la promotion d'innovations pédagogiques.

Art. 26. Pour l'application des normes prévues aux articles 21 à 25, il est tenu compte de tous les auditeurs régulièrement inscrits conformément aux articles 7 à 14 et qui ont été présents au cours une fois sur deux à dater du jour où ils ont commencé à suivre les cours.

Sont également pris en considération les auditeurs absents pour un motif valable, conformément au règlement prévu à l'article 37.

Art. 27. Dans la composition des auditoires des cours de connaissances professionnelles, il est tenu compte, en outre, des dispositions suivantes :

1. les cours regroupent les auditeurs appartenant à une seule profession;
2. toutefois, lorsque dans une région déterminée, le nombre d'auditeurs appartenant à une profession n'est pas suffisant pour former un auditoire répondant aux normes fixées à l'article 22, il peut être agréé des cours pour des auditeurs appartenant à deux ou plusieurs professions présentant des matières communes;
3. en outre, dans la même hypothèse, si le programme de deux ou plusieurs professions présente, pour une année de formation déterminée, des matières propres à chacune d'elles, il peut être agréé des cours comprenant une matière commune et des matières propres à chacune des professions.

Art. 28. § 1^{er}. Le nombre d'heures de cours de connaissances générales et de connaissances professionnelles et la répartition de ces heures par matière et par année sont fixés, en tenant compte des nécessités pédagogiques, selon les normes suivantes :

1^o Cours de connaissances générales ou de gestion :

- a) apprentissage :
 - 1^{re} année : 180 heures
 - 2^e et 3^e années : 128 heures par année
- b) formation de chef d'entreprise :
 - 128 heures par année.

2^o Cours de connaissances professionnelles :

- a) apprentissage :
 - 1^{re} année : 180 heures
 - 2^e et 3^e années : 128 heures par année

b) formation de chef d'entreprise :
128 heures par année.

3° Cours intégrés :

a) apprentissage :
1^{re} année : 360 heures ·
2^e et 3^e années : 256 heures par année

b) formation de chef d'entreprise :
256 heures par année.

4° Cours de langues :

a) apprentissage : 32 heures par année;

b) formation de chef d'entreprise : 96 heures par année pendant deux ans.

§ 2. Pour les cours de connaissances professionnelles et les cours intégrés, le Ministre peut, sur avis motivé de l'Institut, déroger aux normes fixées au § 1^{er} en raison du degré de technicité de la profession ou du groupe de professions faisant l'objet du cours.

Art. 29. Les cours sont agréés après une période probatoire qui ne peut s'étendre sur plus de huit semaines ni comporter plus de quarante-huit heures de cours et qui ne peut se prolonger au-delà du 30 novembre sauf dérogation accordée par l'Institut.

L'agrèation est faite dans les quatre semaines qui suivent la période probatoire.

Dans le courant du mois de janvier, l'Administration vérifie si les effectifs requis à la fin de la période probatoire subsistent. Le comptage des auditeurs s'effectue selon les règles fixées à l'article 26.

Lorsqu'un Centre souhaite continuer à organiser des cours qui ne répondent plus aux conditions d'effectifs, l'agrèation des cours est maintenue ainsi que le paiement des honoraires des professeurs, mais les subventions forfaitaires par heure de cours sont supprimées.

Art. 30. Les candidats pour lesquels aucun cours oral de connaissances professionnelles n'est organisé peuvent, en collaboration avec le Centre, bénéficier d'une formation coordonnée par l'Institut.

Art. 31. Les professeurs sont recrutés par les Centres conformément au règlement approuvé par le Ministre.

CHAPITRE VII. — *Coordination des cours*

Art. 32. Afin de promouvoir la coordination des Centres en leur qualité d'organiseurs de cours de formation permanente, le Ministre peut agréer un coordonnateur. La coordination ne peut porter que sur les cours enseignés au stade de la formation de chef d'entreprise, à l'exclusion des cours de langues.

Art. 33. Le coordonnateur a notamment pour mission :

- a) de coordonner l'organisation des cours;
- b) d'effectuer des études relatives à la gestion des Centres, à l'accès à la profession et à la Formation permanente en général;
- c) de faire des suggestions relatives au point b susmentionné aux instances compétentes de la Formation professionnelle en général;
- d) de fournir des informations aux professeurs au sujet des problèmes socio-économiques;
- e) d'entretenir des rapports avec des organes de consultation et de décision qui traitent des problèmes de la Formation permanente;
- f) d'entretenir des rapports avec les associations professionnelles et interprofessionnelles qui se consacrent à la Formation permanente.

Art. 34. Le coordonnateur ou la personne dirigeant un service effectuant les tâches de coordination doit répondre aux conditions suivantes :

- a) être belge;
- b) être de conduite irréprochable;
- c) jouir des droits civils et politiques;
- d) être âgé de 35 ans au moins et de 65 ans au plus;
- e) avoir satisfait aux lois sur la milice;
- f) être porteur d'un diplôme universitaire ou non universitaire d'enseignement supérieur de type long ou de type court;
- g) être jugé apte par une commission d'examen constituée par l'Institut. Le Ministre est représenté dans cette commission;
- h) se soumettre à un examen médical;
- i) avoir accompli six années complètes dans l'enseignement ou dans la Formation des Classes moyennes.

Les personnes bénéficiant de subventions de coordination au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté ne doivent pas répondre aux conditions prévues sous f, g et h du présent article.

Art. 35. Le coordonnateur doit rédiger un rapport annuel sur ses activités, qu'il transmet au Ministre et aux organes de la Formation permanente, accompagné d'un programme de ses activités pour l'année suivante.

Art. 36. Est incompatible avec la fonction de coordonnateur la qualité de membre du personnel du Ministère de la Communauté française et d'organismes soumis à la tutelle du Ministre ainsi que la qualité de secrétaire d'apprentissage ou d'employé d'un secrétaire d'apprentissage.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 37. Un règlement approuvé par le Ministre fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 38. L'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 relatif aux cours de formation de base, modifié par l'arrêté ministériel du 4 juin 1981, est abrogé.

Art. 39. Le Ministre qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 40. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1986.

Bruxelles, le 23 octobre 1986.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes
de la Communauté française,
A. BERTOUILLE

VERTALING

N. 87 — 489

23 OKTOBER 1986. — Besluit van de Executieve betreffende de cursussen van basisopleiding in de permanente vorming van de Middenstand

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid op de artikelen 11 en 12;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 7 juli 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de voorwaarden voor de toegang tot de cursussen van basisopleiding alsmede de regels voor de organisatie van deze cursussen vóór het begin van het schooljaar 1986-1987 vastgelegd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 23 oktober 1986,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De cursussen van basisopleiding worden georganiseerd in de stadia leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd.

Zij omvatten :

1^o voor de leertijd : cursussen algemene en beroepsopleiding die de praktijkopleiding in de onderneming aanvullen;

2^o voor de opleiding tot ondernemingshoofd : cursussen bedrijfsbeheer en beroepskennis die voorbereiden op het algemeen technisch, commercieel, financieel en administratief beheer van een kleine of middelgrote onderneming.

In principe vullen zij de praktijkopleiding aan.

Art. 2. De cursussen dienen overeen te stemmen met de programma's van basisopleiding, erkend door de Minister bevoegd inzake permanente vorming van de Middenstand, hierna « De Minister » genoemd.

HOOFDSTUK II. — Programma's

Art. 3. In het stadium leertijd :

1. Het programma en de cursussen algemene vorming hebben betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor het verwerven van kennis, vaardigheden en attitudes die de opvoeding en de ontwikkeling van de persoonlijkheid bevorderen.

2. Het programma en de cursussen beroepsopleiding hebben betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor de theoretische opleiding van de cursisten in het gekozen beroep en vullen de praktische opleiding aan.

Art. 4. In het stadium opleiding tot ondernemingshoofd :

1. Het programma en de cursussen bedrijfsbeheer hebben betrekking op de technische, commerciële en administratieve problemen van een kleine of middelgrote onderneming.

2. Het programma en de cursussen beroepskennis hebben betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor de theoretische opleiding van de cursisten in het gekozen beroep. In principe vullen zij de beroepspraktijk.

Art. 5. De cursussen algemene vorming of de cursussen bedrijfsbeheer en de beroepscursussen kunnen samengebracht worden in één enkele cursus, « geïntegreerde » cursus genoemd. De Minister bepaalt voor welke beroepen de geïntegreerde cursussen georganiseerd kunnen worden.

Art. 6. Wijzigingen in de basis programma's en in de cursussen die erop betrekking hebben, kunnen door de Minister toegelaten worden, op advies van het Instituut voor permanente vorming van de Middenstand, hieronder het « Instituut » genoemd, wanneer zij het bevorderen van pedagogische en/of technische innovaties beogen.

HOOFDSTUK III. — De cursisten

Sectie I. — Stadium leertijd

Art. 7. Tot de cursussen worden toegelaten :

1. De leerlingen verbonden door een leerovereenkomst erkend door de Minister alsmede de leerlingen die krachtens een gecontroleerde leerverbintenis worden opgeleid.

2. De cursisten die zonder leerling te zijn :

- aan de voltijdse leerplicht hebben voldaan;
- in een onderneming de praktijk leren van een zelfstandig beroep voorkomend op de lijst van de beroepen die in aanmerking komen voor een leerovereenkomst;
- aan de voorwaarden voldoen inzake vooropleiding vereist van de begunstigden van een leerovereenkomst in het beroep.

Art. 8. § 1. Op grond van de door de leersecretaris verstrekte inlichtingen, kiest de leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger de Centra voor permanente Vorming, hieronder de Centra genoemd, waar de leerling de cursussen zal volgen.

§ 2. Het Centrum schrijft de cursisten voor de gepaste cursussen algemene en/of beroepsopleiding in.

Voor zover aan de vereisten van de leerplicht is voldaan en onder voorbehoud van het akkoord van het Instituut, kan het de cursisten die een voldoende kennis van de leerinhoud vertonen, ervan vrijstellen het geheel of een gedeelte van één of meerdere cursussen algemene kennis te volgen.

Deze vrijstelling wordt toegestaan overeenkomstig het door de Minister goedgekeurde reglement van de cursussen.

§ 3. Het Instituut controleert of de leerlingen de lessen regelmatig volgen en coördineert de pedagogische begeleiding.

Sectie 2. — Stadium opleiding tot ondernemingshoofd

Art. 9. Worden tot de leergangen toegelaten de cursisten die niet meer aan de leerplicht onderworpen zijn en die voldoen aan één van de hiernavermelde voorwaarden van vooropleiding :

a) Titularis zijn van een getuigschrift van leertijd of geslaagd zijn voor de examens einde leertijd van algemene kennis en van beroepskennis.

De leerlingen, titularis van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor het gedeelte van het examen einde leertijd dat betrekking heeft op de algemene vorming, kunnen de cursussen beheerskennis volgen.

b) Met vrucht hetzij de 2e graad van het secundair onderwijs, hetzij het 4e jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs, hetzij het 6e jaar van het beroepssecundair onderwijs gevolgd hebben en in dat geval het kwalificatiegetuigschrift bekomen hebben.

Art. 10. De toelating van de cursist die niet voldoet aan één van de voormelde voorwaarden hangt af van een onderzoek van zijn kandidatuur door het Centrum, dat betrekking heeft op zijn curriculum vitae, zijn bekwaamheden en zijn motivatie.

Art. 11. De gevestigde ondernemingshoofden van een ambachtelijke of handelsonderneming zijn ervan vrijgesteld te voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 9.

Art. 12. Onder voorbehoud van het akkoord van het Instituut, kan het Centrum de cursisten, die bewijzen een voldoende kennis van de leerstof te bezitten, ervan vrijstellen het geheel of een deel van één of meerdere cursussen te volgen.

Art. 13. De Minister kan, op advies of beredeneerd voorstel van het Instituut, de vastgelegde toelatingsvoorwaarden verhogen voor de beroepen of beroepsgroepen waarvoor een hoger niveau van vooropleiding vereist is.

Sectie 3. — Bepalingen gemeen aan de cursussen gegeven in de stadia leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd

Art. 14. Overeenkomstig het principe van de kapitaliseerbare eenheden, kunnen de cursisten afzonderlijk de cursussen algemene kennis of de cursussen bedrijfsbeheer en de cursussen beroepskennis volgen.

HOOFDSTUK IV. — Taalcursussen

Art. 15. Taalcursussen kunnen georganiseerd worden in het kader van de leertijd en in het kader van de opleiding tot ondernemingshoofd.

Art. 16. Worden toegelaten tot de cursussen :

1° in het kader van de leertijd :

- a) de leerlingen verbonden door een erkende leerovereenkomst;
- b) de leerlingen die opgeleid worden krachtens een gecontroleerde leerverbintenis;
- c) de cursisten die, zonder leerling te zijn, de praktijk aan leren van een zelfstandig beroep voorkomend op de lijst van de beroepen die in aanmerking kunnen komen voor een leerovereenkomst.

2° in het kader van de opleiding tot ondernemingshoofd :

- a) de cursisten van cursussen opleiding tot ondernemingshoofd;
- b) de titularissen van een attest waaruit blijkt dat ze de cursussen opleiding tot ondernemingshoofd hebben gevolgd of van een diploma van ondernemingshoofd;
- c) de gevestigde ondernemingshoofden en hun naaste medewerkers.

Art. 17. De organisatie van de taalcursussen moet pedagogisch, technisch en/of economisch verantwoord zijn.

HOOFDSTUK VI. — Bijkomende vormingscursussen

Art. 18. § 1. De cursisten toegelaten tot de cursussen verstrekt in het stadium leertijd of tot de cursussen verstrekt in het stadium opleiding tot ondernemingshoofd kunnen eveneens deelnemen aan bijkomende vormingscursussen.

§ 2. De organisatie van de bijkomende vormingscursussen moet pedagogisch, technisch en/of economisch verantwoord zijn.

§ 3. De Minister bepaalt, op advies van het Instituut, de voorwaarden waaraan deze cursussen moeten voldoen om erkend en gesubsidieerd te kunnen worden.

HOOFDSTUK VI. — Organisatie van de cursussen van permanente vorming

Art. 19. Voor zover zij beantwoorden aan de fundamentele doelstellingen van de permanente vorming in de Middenstand, kunnen de cyclussen van cursussen die de hierna bepaalde normen naleven, door de Minister erkend worden.

Een cyclus van cursussen omvat verscheidene jaren vorming die tot een finaliteit in een zelfde stadium leiden. Een cursus is een onderdeel van die cyclus dat met een enkel schooljaar overeenstemt.

Art. 20. De verplichte cursussen van de leertijd worden overdag georganiseerd en eindigen uiterlijk om 18 uur, behalve afwijking toegestaan door de Minister op advies van het Instituut, als deze bepaling niet kan worden toegepast om redenen onafhankelijk van de wil van het Centrum.

Art. 21. De cursussen algemene kennis of bedrijfsbeheer kunnen erkend worden als er 12 ingeschreven cursisten zijn.

Art. 22. De cursussen beroepskennis, de geïntegreerde cursussen en de taalcursussen kunnen erkend worden indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° bij de oprichting van een nieuwe cyclus van cursussen, moet het eerste jaar verplicht tellen :

- 8 cursisten voor de geïntegreerde cursussen en de cursussen beroepskennis, in de stadia leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd;
- 10 cursisten voor de taalcursussen en voor de cursussen opleiding tot ondernemingshoofd waarvan de duur van de cyclus drie jaar bedraagt.

2° in het geval van reeds bestaande cyclussen van cursussen, moeten de volgende regels nageleefd worden :

A. In het stadium leertijd :

- 1. De cursussen beroepskennis en de geïntegreerde cursussen worden in twee categorieën gerangschikt :
 - de regionale of interregionale cursussen die voldoen aan de behoefte aan opleiding van de cursisten die tot de bevoegdheid van één of meerdere Gewestelijke Diensten van het Instituut behoren;
 - de communautaire cursussen die voldoen aan de behoefte aan opleiding van de cursisten van het geheel van de Franse Gemeenschap.

Het minimumaantal cursisten per cursus is het volgende :

| | 1ste jaar | 2e jaar | 3e jaar |
|------------------------------------|-----------|---------|---------|
| regionale of interregionale cursus | 6 | 6 | 6 |
| communautaire cursus | 4 | 4 | 4 |

Voor wat betreft de regionale en interregionale cursussen, kunnen afzonderlijke jaren behouden worden wanneer het voormelde effectief niet bereikt is, voor zover het globaal effectief van de drie jaren bereikt is met een minimum van 4 cursisten per jaar.

2. De taalcursussen moeten het volgende aantal cursussen tellen :

| 1ste jaar | 2e jaar | 3e jaar |
|-----------|---------|---------|
| 8 | 6 | 4 |

B. In het stadium opleiding tot ondernemingshoofd, is het minimumaantal cursisten per cursus het volgende :

1. Cursussen beroepskennis en geïntegreerde cursussen waarvan de duur van de cyclus twee jaar bedraagt :

| 1ste jaar | 2e jaar |
|-----------|---------|
| 6 | 6 |

Wanneer het voormelde effectief niet bereikt is, kunnen twee afzonderlijke jaren van cursussen beroepskennis behouden worden, op voorwaarde dat het globaal effectief voor de twee jaren 12 cursisten bedraagt, met een minimum van 4 cursisten in één van de twee jaren.

2. Cursussen beroepskennis en geïntegreerde cursussen waarvan de duur van de cyclus drie jaar bedraagt :

| 1ste jaar | 2e jaar | 3e jaar |
|-----------|---------|---------|
| 10 | 6 | 4 |

Wanneer het effectief van het tweede of van het derde jaar niet bereikt is, kunnen twee afzonderlijke jaren behouden worden op voorwaarde dat het globaal effectief hiervan bereikt is, met een minimum van 4 cursisten in één van de twee jaren.

3. Taalcursussen :

| 1ste jaar | 2e jaar |
|-----------|---------|
| 10 | 6 |

C. In het geval van een bestaande cursuscycclus is het mogelijk af te wijken :

1° van de normen indien het totaal aantal per cyclus ingeschreven cursisten tenminste gelijk is aan de vereiste som cursisten voor de volledige of de gedeeltelijke cyclus volgens de tabellen hierboven, voor zover ieder cursusjaar tenminste 4 cursisten bedraagt.

2° van de globale norm van een volledige of gedeeltelijke cyclus gedurende een maximale periode van één jaar voor zover ieder cursusjaar minstens 4 cursisten telt. Deze afwijking zou voor dezelfde cyclus slechts opnieuw verleend kunnen worden na afloop van een periode van drie jaar.

Art. 23. De lokalisatie van de cursussen geschiedt onder de coördinatie van het Instituut en in overleg met de Centra.

De Administratie neemt deel aan de lokalisatiezittingen.

Art. 24. Iedere cursus groepeert uitsluitend de cursisten van een zelfde vormingsjaar.

De cursisten van twee of drie opeenvolgende jaren kunnen gegroepeerd worden voor zover die maatregel niet nadelig is voor het geven van lessen in de leerstof en aan de vereisten van de leerplicht is voldaan.

Art. 25. § 1. Het auditorium van een zelfde cursusjaar kan gesplitst worden, rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden, overeenkomstig de volgende normen :

1. Cursussen algemene kennis of bedrijfsbeheer :

| Leertijd | Aantal cursisten | Opleiding tot ondernemingshoofd | Maximumaantal klassen |
|----------|------------------|---------------------------------|-----------------------|
| — | — | — | — |
| 31 | — | 25 | 2 |
| 51 | — | 41 | 3 |
| 76 | — | 61 | 4 |
| 101 | — | 81 | 5 |
| 126 | — | 101 | 6 |
| 151 | — | 121 | 7 |
| 176 | — | 141 | 8 |
| 201 | — | 161 | 9 |
| 226 | — | 181 | 10 |
| 251 | — | 201 | 11 |
| 276 | — | 221 | 12 |
| 301 | — | 241 | 13 |
| 326 | — | 261 | 14 |
| 351 | — | 281 | 15 |
| | | | enz. |

2. Cursussen beroepskennis of geïntegreerde.

a) Cursussen gegeven in normale klassen :

| (leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd) | Aantal cursisten | Maximumaantal klassen |
|---|------------------|-----------------------|
| — | — | — |
| | 25 | 2 |
| | 41 | 3 |
| | 61 | 4 |
| | 81 | 5 |
| | 101 | 6 |
| | 121 | 7 |
| | 141 | 8 |
| | 161 | 9 |
| | 181 | 10 |
| | 201 | 11 |
| | 221 | 12 |
| | | enz. |

b) Cursussen uitsluitend gegeven in atelier-klassen :

| (leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd) | Aantal cursisten | Maximumaantal klassen |
|---|------------------|-----------------------|
| — | — | — |
| | 18 | 2 |
| | 35 | 3 |
| | 52 | 4 |
| | 69 | 5 |
| | 86 | 6 |
| | 103 | 7 |
| | 120 | 8 |
| | 137 | 9 |
| | 154 | 10 |

3. Taalcursussen :

| (leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd) | Aantal cursisten | Maximumaantal klassen |
|---|------------------|-----------------------|
| — | — | — |
| | 21 | 2 |
| | 41 | 3 |
| | 61 | 4 |
| | 81 | 5 |

§ 2. De splitsing van de auditoria is toegelaten tot 31 januari voor de leertijd en tot op het einde van de proefperiode voor de opleiding tot ondernemingshoofd.

§ 3. De Minister kan, op beredeneerd advies van het Instituut, afwijken van de splitsingsnormen, door een lager aantal cursisten per klas toe te laten :

- 1° wanneer het klassen algemene kennis betreft waarvan de cursisten tot een zelfde beroep of tot een groep verwante beroep behoren;
- 2° wanneer de enghed van de lokalen van het Centrum voor permanente vorming het niet mogelijk maakt het aantal cursisten te groeperen overeenkomstig de vastgestelde normen;
- 3° wanneer het praktische demonstratielessen in de beroeps cursussen betreft;
- 4° wanneer het de bevordering van pedagogische nieuwigheden betreft;

Art. 26. Voor de toepassing van de in de artikelen 21 tot 25 bepaalde normen, wordt rekening gehouden met alle cursisten regelmatig ingeschreven overeenkomstig de artikelen 7 tot 14 en die één keer op twee op de cursus aanwezig waren vanaf de dag waarop zij de cursussen begonnen te volgen.

Worden eveneens in aanmerking genomen de cursisten afwezig om een geldige reden, overeenkomstig het reglement bepaald in artikel 37.

Art. 27. In de samenstelling van de auditoria van de cursussen beroepskennis, wordt bovendien rekening gehouden met de volgende bepalingen :

- 1° In de cursussen worden de cursisten van één zelfde beroep gegroepeerd;
- 2° Wanneer echter in een bepaald gewest onvoldoende cursisten zijn in één zelfde beroep om een auditorium te vormen dat voldoet aan de normen in artikel 22 vastgesteld, kunnen cursussen worden erkend voor cursisten van twee of meer beroepen die gemeenschappelijke leerstof hebben;
- 3° Indien bovendien, in datzelfde geval het programma van twee of meerdere beroepen, voor een bepaald vormingsjaar, leerstof biedt die specifiek is voor elk beroep, kunnen cursussen erkend worden die uit een gemeenschappelijk gedeelte en een voor elk beroep specifiek gedeelte bestaan.

Art. 28. § 1. Het aantal uren voor de cursussen algemene kennis en beroepskennis en de verdeling van deze uren per leerstof en per jaar worden vastgesteld, rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden, volgens de volgende normen :

1. Cursussen algemene kennis of bedrijfsbeheer :
 - a) leertijd :
 - 1e jaar : 180 uren;
 - 2e en 3e jaar : 128 uren per jaar;
 - b) opleiding tot ondernemingshoofd : 128 uren per jaar.
2. Cursussen beroepskennis :
 - a) leertijd :
 - 1e jaar : 180 uren;
 - 2e en 3e jaar : 128 uren per jaar;
 - b) opleiding tot ondernemingshoofd : 128 uren per jaar.
3. Geïntegreerde cursussen :
 - a) leertijd :
 - 1e jaar : 360 uren;
 - 2e en 3e jaar : 256 uren per jaar;
 - b) opleiding tot ondernemingshoofd : 365 uren per jaar.
4. Taalcursussen :
 - a) leertijd : 32 uren per jaar.
 - b) opleiding tot ondernemingshoofd : 96 uren per jaar gedurende twee jaar.

§ 2. Voor de cursussen beroepskennis en de geïntegreerde cursussen, kan de Minister, op beredeneerd advies van het Instituut, afwijken van de in § 1 vastgestelde normen op grond van het technische karakter van het beroep of van de groep beroepen die het voorwerp van de cursus uitmaken.

Art. 29. De cursussen worden erkend na een proefperiode die niet langer dan acht weken mag duren noch meer dan achtenveertig lesuren mag tellen en die zich niet na 30 november mag voortzetten behalve afwijking door het Instituut verleend.

De erkenning geschiedt binnen de vier weken die op de proefperiode volgen.

In de loop van de maand januari gaat de Administratie na of het effectief vereist op het einde van de proefperiode ongewijzigd blijft. De telling van de cursisten geschiedt volgens de regels bepaald in artikel 26.

Wanneer een Centrum wenst door te gaan met het organiseren van cursussen die niet meer beantwoorden aan de voorwaarden inzake effectief, blijft de erkenning van de cursussen behouden alsmede de betaling van de erelonen van de leraren, maar de forfaitaire subsidies per lesuur worden afgeschaft.

Art. 30. De gegadigden voor wie geen mondelinge cursus beroepskennis wordt georganiseerd, kunnen, in samenwerking met het Centrum, een door het Instituut gecoördineerde opleiding genieten.

Art. 31. De leraren worden door de Centra aangeworven overeenkomstig het door de Minister goedgekeurde reglement.

HOOFDSTUK VII. — Coördinatie van de cursussen

Art. 32. Ten einde de coördinatie van de Centra in hun hoedanigheid van organisatoren van cursussen van permanente vorming te bevorderen, kan de Minister een coördinator erkennen. De coördinatie kan slechts betrekking hebben op de cursussen gegeven in het stadium opleiding tot ondernemingshoofd, met uitsluiting van de taalcursussen.

Art. 33. De coördinator heeft onder meer als opdracht :

- a) de organisatie van de cursussen te coördineren;
- b) studies te verrichten betreffende het beheer van de Centra, de toegang tot het beroep en de Permanente Vorming in het algemeen;
- c) suggesties te doen betreffende hogervermeld punt b) aan de bevoegde instanties van de Beroepsopleiding in het algemeen;
- d) informatie te verstrekken aan de leraren in verband met de sociaal-economische problemen;

e) betrekkingen te onderhouden met advies- en beslissingsorganen die problemen van de Permanente Vorming behandelen;

f) betrekkingen te onderhouden met de beroeps- en interprofessionele verenigingen die zich bezighouden met de Permanente Vorming.

Art. 34. De coördinator of de persoon die de leiding heeft van een dienst die de coördinatietaken verricht moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) Belg zijn;

b) van onberispelijk gedrag zijn;

c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

d) ten minste 35 jaar en ten hoogste 65 jaar oud zijn;

e) voldaan hebben aan de militiewetten;

f) houder zijn van een universitair of niet-universitair diploma van het hoger onderwijs van het lange of van het korte type;

g) bekwaam geacht worden door een examen commissie, samengesteld door het Instituut. De Minister is in deze commissie vertegenwoordigd;

h) een geneeskundig onderzoek ondergaan;

i) zes volledige jaren in het onderwijs of in de vorming van de Middenstand gevolgd hebben.

De personen die coördinatie-toelagen genieten op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, moeten niet voldoen aan de onder f), g) en h), van dit artikel bedoelde voorwaarden.

Art. 35. De coördinator moet een jaarlijks verslag over zijn activiteiten opstellen, dat hij aan de Minister en aan de organen van de Permanente Vorming bezorgt, samen met een programma van de activiteiten voor het volgend jaar.

Art. 36. Is onverenigbaar met de functie van coördinator de hoedanigheid van personeelslid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van instellingen onder voogdij van de Minister, alsmede de hoedanigheid van leersecretaris of bediende van een leersecretaris.

HOOFDSTUK VIII. — *Slofbepalingen*

Art. 37. Een door de Minister goedgekeurd reglement bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor dit besluit.

Art. 38. Het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 betreffende de leergangen van basisopleiding, gewijzigd door het ministerieel besluit van 4 juni 1981, wordt opgeheven.

Art. 39. De Minister tot wiens bevoegdheid de Permanente Vorming in de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 40. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1986.

Brussel, 23 oktober 1986.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand van de Franse Gemeenschap,

A. BERTOUILLE

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Comité supérieur de contrôle. — Composition

Par arrêté royal du 23 janvier 1987, M. De Kempeneer, F., directeur d'administration à la Société nationale des distributions d'eau, est nommé membre du Comité supérieur de contrôle et M. Lenaerts, G., directeur d'administration à la même Société, est nommé membre suppléant dudit Comité.

Par arrêté royal du 18 février 1987, démission de son mandat de membre du Comité supérieur de contrôle a été accordée, à sa demande, à M. Lievens, R., conseiller près la Cour d'appel de Gand.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 février 1987, la désignation de M. Lobet, G., juge au tribunal de première instance de Nivelles, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans prenant cours le 13 mars 1987.

Il reste autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Hoog Comité van Toezicht. — Samenstelling

Bij koninklijk besluit van 23 januari 1987 wordt de heer De Kempeneer, F., bestuursdirecteur bij de Nationale Maatschappij der Waterleidingen, benoemd tot lid van het Hoog Comité van Toezicht en wordt de heer Lenaerts, G., bestuursdirecteur bij dezelfde Maatschappij, benoemd tot plaatsvervangend lid van datzelfde Comité.

Bij koninklijk besluit van 18 februari 1987 wordt, op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn mandaat van lid van het Hoog Comité van Toezicht, aan de heer Lievens, R., raadsheer in het Hof van beroep te Gent.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 februari 1987 is de aanwijzing van de heer Lobet, G., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Nivelles, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 13 maart 1987.

Hij blijft gemachtigd zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank.